

BRÈVES HEBDOMADAIRE

Russie

Une publication du SER de Moscou

Semaine du 2 février 2025

1 EUR = 91,05 RUB

SOMMAIRE

POLITIQUES SECTORIELLES..... 2

Énergie 2

- Recul marqué des importations indiennes de pétrole russe en janvier 2
Chute brutale des recettes pétro-gazières russes en janvier 2

Transport aérien 3

- Règlement d'assurance de 50 avions en 2025 3
Pressions concurrentielles sur les lignes internationales 3
Livraisons de Tu-214 à S7 prévues en 2029 4

Industrie 4

- Baisse des résultats de Severstal en 2025 4
Croissance soutenue de l'industrie pharmaceutique russe 5

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES..... 5

- Un projet de loi pour encadrer les nationalisations 5
Nationalisation du principal système de réservation de billets d'avion 6

Politiques sectorielles

Énergie

Recul marqué des importations indiennes de pétrole russe en janvier

Kommersant, 4 février – L'Inde, premier acheteur de pétrole russe par voie maritime en 2025, a réduit en janvier ses importations de brut russe de 57 % par rapport à décembre et les a divisées par 3,5 en glissement annuel, à 436 000 b/j, compensant une partie des volumes par des achats accrus aux États-Unis (+60% en g.a., à 235 000 b/j) et au Moyen-Orient (+20 %, à 3 Mb/j). Ce repli est attribué à l'entrée en vigueur, le 21 janvier, de l'interdiction européenne visant les carburants raffinés à partir de pétrole russe, qui remet en cause un modèle indien fondé depuis 2023 sur le raffinage de brut russe puis la réexportation vers l'UE, ainsi qu'aux sanctions et pressions tarifaires américaines. Les analystes estiment toutefois qu'il s'agit d'un ajustement qui pourrait bientôt trouver sa limite, voire partiellement se rééquilibrer par la suite, notamment du fait de l'attractivité-prix des barils d'Urals actuellement vendus avec une importante décote.

Chute brutale des recettes pétro-gazières russes en janvier

Vedomosti, 5 février – Les recettes pétrolières et gazières du budget fédéral russe se sont élevées à 393,3 Md RUB en janvier 2026, soit leur plus bas niveau mensuel depuis le choc pandémique de mi-2020 ; les recettes issues des hydrocarbures sont ainsi en recul mensuel de 12,1% et en recul annuel de près de 50% (789,1 Md RUB), et inférieures de 17,4 Md RUB à la cible. Cette contre-performance s'explique par la faiblesse des prix du brut russe à l'export, sur fond d'une pression accrue des sanctions internationales et d'un rouble jugé surévalué. Le budget pour 2026, qui se base sur un prix moyen annuel de l'Urals à 59 USD/baril quand les analystes évoquent plutôt 50 USD, pourrait dans ce contexte difficilement être difficile à tenir (le déficit budgétaire sur l'année complète pourrait s'établir à 2,2% à 2,7 % du PIB et non 1,6 % comme anticipé).

Transport aérien

Règlement d'assurance de 50 avions en 2025

Vedomosti, 4 février – Les compagnies aériennes russes ont finalisé en 2025 des règlements assurantiels avec des bailleurs étrangers pour 50 avions, portant à 204 appareils le total des dossiers apurés sur la période 2022-2025, soit environ la moitié des avions de propriété étrangère restés illégalement en Russie après les sanctions de 2022. La groupe Aeroflot concentre un peu plus de 100 appareils. Sur les 515 avions loués à l'étranger début 2022, 407 étaient éligibles à un règlement (après saisies, restitutions ou rachats). Le mécanisme prévoit le transfert de propriété vers la société publique NLK-Finance (sous le régulateur Rosaviatsia), financé par le Fonds national de richesse (prêts à 1,5 % sur 15 ans) avec cofinancement des transporteurs, afin de lever les réclamations des bailleurs et permettre l'exploitation internationale des appareils (qui pourraient sinon être saisis sur un tarmac étranger). En parallèle, les bailleurs poursuivent les assureurs à Londres (notamment AerCap, 4,7 Md USD réclamés), un contentieux qui maintient un risque résiduel tant que l'autre moitié du parc n'est pas régularisée.

Pressions concurrentielles sur les lignes internationales

Kommersant, 4 février – Les compagnies aériennes russes ont alerté les autorités sur la progression rapide des transporteurs étrangers sur les lignes internationales au départ de la Russie : leur part de marché est passée de 30 % à 47 % en 2025, avec un trafic en hausse de 25 % à près de 24 millions de passagers. Sur la même période, le trafic international des compagnies russes n'a progressé que de 1,6 % (27,4 millions de passagers), tandis que le trafic domestique reculait de 3,8 %. Les transporteurs russes demandent au ministère des Transports et à l'Agence fédérale du transport aérien de veiller au respect d'un « parité concurrentielle », soulignant que les lignes internationales, plus rentables, permettent de subventionner les vols intérieurs et de contenir les prix. Les experts estiment toutefois qu'en situation de forte tension sur les capacités (taux de remplissage proche de 90 %), une limitation du rôle des compagnies étrangères risquerait surtout d'entraîner une hausse marquée des

tarifs et une dégradation de la connectivité, faute de flotte disponible côté russe à court terme.

Livrasons de Tu-214 à S7 prévues en 2029

Vedomosti, 4 février – La société de leasing publique GTLK, le groupe S7 et l'United Aircraft Corporation (Rostec) ont signé un mémorandum de coopération en vue de la fourniture à partir de 2029 des 100 avions moyen-courriers Tu-214 commandés par S7 en 2024. Les groupes de travail conjoints ont arrêté la configuration technique et cabine, tandis que les accords fermes précisant les volumes et calendriers doivent être conclus d'ici fin 2026. Bien que dépassé technologiquement (coûts d'exploitation, fiabilité), le principal avantage du Tu-214 est de ne contenir pratiquement pas de composants et d'équipements étrangers, ce qui le préserve des multiples déconvenues rencontrées par les autres programmes d'avions russes SSJ-100 et MS-21. Pour cette raison, plusieurs compagnies aériennes russes ont changé leurs commandes au profit des Tu-214, espérant les recevoir moins tard. Si le ministère de l'Industrie vise désormais une montée en cadence à environ 20 avions par an à l'horizon 2027-2028, celle-ci peut interroger au regard des cadences actuelles des usines (2 à 3 appareils /an).

Industrie

Baisse des résultats de Severstal en 2025

Vedomosti, 3 février – Le sidérurgiste russe Severstal a vu sa performance financière se dégrader nettement en 2025, avec un bénéfice net ramené à 32 Md RUB, soit une division par près de cinq en un an (-79%). Le chiffre d'affaires a reculé de 14% à 712,9 Md RUB et l'EBITDA de 42% à 137,6 Md RUB, sous l'effet d'une baisse des prix, d'un affaiblissement de la demande intérieure (-14%) et d'une charge ponctuelle de dépréciation d'actifs miniers. Malgré une hausse des volumes produits et vendus (+4% pour l'acier), la part accrue de demi-produits, moins rémunérateurs, a pesé sur les résultats, conduisant le groupe à suspendre le versement de dividendes fin 2025. Pour 2026, Severstal anticipe un nouveau recul

de la consommation d'acier en Russie, tout en visant le maintien d'une pleine utilisation de ses capacités, dans un contexte de visibilité toujours limitée sur les prix et les débouchés.

Croissance soutenue de l'industrie pharmaceutique russe

TASS, 6 février – Le ministère russe de l'Industrie et du commerce affirme que l'industrie pharmaceutique nationale poursuit une dynamique de croissance stable en 2025, avec une hausse de la production de médicaments et un renforcement de la localisation industrielle, contribuant à la sécurité sanitaire du pays. La part des médicaments d'origine russe dépasse désormais 63% du marché intérieur en volume et atteint 80% dans les achats publics, tandis que, dans les catégories de traitements socialement sensibles, plus de 90% des besoins en traitements cardiovasculaires et antituberculeux ainsi que plus de 80% des vaccins seraient couverts par la production nationale. Les autorités soulignent également que la Russie fabrique désormais en cycle complet des vaccins contre 11 des 12 infections du calendrier national de vaccination, tout en développant de nouveaux produits (VPH, méningocoque) et en visant une montée en gamme technologique. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large de reprise industrielle : en 2025, la production manufacturière russe a progressé de 3,6% sur un an, les secteurs stratégiques enregistrant les hausses les plus marquées, notamment le marché pharmaceutique (+15,4%), confirmant le rôle moteur de cette branche dans la politique industrielle actuelle.

Environnement des affaires

Un projet de loi pour encadrer les nationalisations

Forbes, 4 février – Le ministère du développement économique a préparé un projet de loi sur les délais de prescription dans les cas de contestation des privatisations ayant eu lieu dans les années 1990-2000, utilisées dans de nombreux cas de renationalisations en Russie. Des amendements introduisent un délai de 10 ans pour contester les transactions de privatisation, quel que soit le motif de la réclamation. Actuellement, le bureau du procureur général (à

l'origine de l'essentiel des demandes de nationalisations) peut contourner les délais de prescription existants en invoquant la protection de la sécurité de l'état ou d'autres droits intangibles, qui annulent tous les délais déjà prévus par le code civil. Si ce texte devait être adopté, il ne protégerait que partiellement les entreprises russes de la vague de nationalisations en cours : d'autres motifs peuvent être invoqués tels que les accusations d'extrémisme, de collusions avec des intérêts étrangers ou de corruption (pour lesquelles il n'existe pas de délai de prescription).

Nationalisation du principal système de réservation de billets d'avion

Interfax, 8 février – Le bureau du procureur général exige de confisquer au profit de l'Etat Sirena-Travel, le plus grand opérateur russe du système de réservation de billets d'avion Leonardo. Ce système vise à remplacer les services de réservation étrangers, entre autres, Sabre et Navitaire (Etats-Unis), ainsi qu'Amadeus (Espagne). Le bureau du Procureur général affirme que la société a été acquise par des moyens criminels, qu'elle se trouve sous influence étrangère, et qu'elle a commis des violations de la loi sur la sécurité des infrastructures critiques. L'examen du dossier est prévu pour le 18 février. Selon les juristes, les défendeurs ne devraient pas attendre un résultat positif pour eux-mêmes, car actuellement toute entreprise qui pourrait intéresser l'état n'est pas protégée ; toute propriété privée est en danger.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou

Rédaction : Service économique régional de Moscou

Abonnez-vous : Moscou@dgtresor.gouv.fr